

RCS : METZ Code greffe : 5751

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de METZ atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2008 B 00410 Numéro SIREN : 503 333 965 Nom ou dénomination : MAR-DIS

Ce dépôt a été enregistré le 21/10/2022 sous le numéro de dépôt 7963

Duplicata
GREFFE DU
TRIBUNAL JUDICIAIRE
DE METZ

RECEPISSE DE DEPOT

Registre du Commerce et des Sociétés
31 rue du Cambout - CS 20223 - 57000 METZ
Ouvert au public de 8h30 à 11h45
tél 03.87.36.60.98 de 14h à 16h sauf mercredi

RDB ASSOCIES
55 AVENUE D'ITALIE
80088 AMIENS CEDEX 2

V/REF :
N/REF : 2008 B 410 / 2022-B-7963

Le greffier du tribunal judiciaire de Metz certifie qu'il a reçu le 19/10/2022,

les documents comptables prévus aux articles L 232-21 et suivants du code de commerce, de l'exercice clos le 31/03/2022.

Rapport de gestion en date du 29/09/2022

Rapport du commissaire aux comptes en date du 15/09/2022

Concernant la société

MAR-DIS
Société par actions simplifiée
1 la Belle Fontaine
57155 Marly

Le dépôt consolidé a été enregistré sous le numéro 2022-B-7963 le 21/10/2022

R.C.S. METZ TJ 503 333 965 (2008 B 410)

Fait à METZ le 21/10/2022,
LE GREFFIER



EXCO STRASBOURG

GROUPE MAR-DIS

Comptes consolidés au 31 mars 2022

GROUPE MAR-DIS
1 RUE DE LA BELLE FONTAINE
57155 MARLY

Comptes consolidés au 31 mars 2022



8 RUE DE LA HAYE
BP 50041
67014 STRASBOURG CEDEX

Tél. : 03 90 23 50 00
Fax : 03 90 23 50 23

SAS VDB et ASSOCIÉS
Commissaire aux Comptes

CERTIFIÉ CONFORME

Comptes consolidés au 31/03/2022

Actif en EUR	31/03/2022	31/03/2021
Ecart d'acquisition	7 864 367	7 864 367
Capital souscrit non appelé		
Immobilisations incorporelles	382 523	344 608
Immobilisations corporelles	21 987 239	20 951 023
Immobilisations financières	3 991 419	3 970 482
Participations par mise en équivalence		
Actif immobilisé	26 361 181	25 266 113
Stocks et en-cours	8 478 327	7 857 911
Créances clients et comptes rattachés	1 397 849	1 162 227
Actifs d'impôts différés		145 551
Autres créances	4 725 987	2 234 176
Valeurs mobilières de placement	10 817 547	10 808 628
Disponibilités	14 066 283	19 507 514
Actif circulant	39 485 993	41 716 007
Comptes de régularisation	792 499	552 128
Total Actif	74 504 040	75 398 615

Passif	31/03/2022	31/03/2021
Capital social ou individuel	1 498 800	1 498 800
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Réserves	34 885 381	36 377 834
Résultat Groupe	3 961 942	3 929 826
Provisions réglementées		
Titres en auto-contrôle		
Capitaux propres - Part du groupe	40 346 123	41 806 460
Intérêts minoritaires	514 360	465 867
Autres fonds propres		
Provisions pour risques et charges	2 205 273	2 298 158
Emprunts et dettes financières	15 835 482	17 044 662
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 191 792	7 550 680
Dettes fiscales et sociales	4 932 516	4 944 571
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	629 466	234 365
Autres dettes	644 599	846 293
Dettes	31 233 855	30 620 571
Comptes de régularisation	204 429	207 559

Total Actif	74 504 040	75 398 615
Total Passif		
Ecart Actif / Passif :		

Commissaire aux Comptes

Comptes consolidés au 31/03/2022

En EUR	31/03/2022	31/03/2021
Ventes de marchandises	106 768 096	104 402 160
Production vendue	16 455 953	15 245 329
Chiffre d'affaires	123 224 049	119 647 489
Subventions d'exploitation	237 744	155 585
Reprises sur provisions	820 630	502 653
Autres produits	578 791	482 727
Produits d'exploitation	1 637 165	1 140 965
Achats et variations de stocks	95 373 009	92 380 592
Autres achats et charges externes	5 862 485	4 980 526
Impôts et taxes	1 968 431	1 872 366
Charges de personnel	13 480 990	14 093 649
Dotations aux amortissements des immobilisations	2 169 203	1 821 833
Dotations aux provisions pour risques et charges	382 687	37 868
Dotations aux provisions sur actifs circulants	227 843	129 947
Autres charges d'exploitation	87 606	91 751
Charges d'exploitation	119 552 254	115 408 532
Résultat d'exploitation	5 308 960	5 379 922
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers	232 276	318 157
Charges financières	212 721	207 622
Résultat financier	19 555	110 535
Résultat courant avant impôt	5 328 515	5 490 457
Produits exceptionnels	109 976	70 385
Charges exceptionnelles	33 196	292 704
Résultat exceptionnel	76 780	-222 319
Impôt sur le résultat	1 388 911	1 332 627
Résultat des sociétés intégrées	4 016 384	3 935 511
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions		
Résultat d'ensemble consolidé	4 016 384	3 935 511
Résultat groupe	3 961 942	3 929 826
Résultat hors-groupe	54 442	5 685
Résultat par action	264,34094	261,70924
Résultat dilué par action	264,34094	261,70924

FAITS MARQUANTS

Crise sanitaire COVID 19

L'épidémie de COVID 19 génère depuis le début de l'année 2020 une crise sanitaire mondiale et a conduit les autorités françaises, après la déclaration par l'OMS qualifiant la COVID 19 de pandémie, à prendre des mesures exceptionnelles.

Les comptes annuels clos au 31/03/2022 des sociétés du Groupe MAR-DIS ne doivent pas être ajustés en fonction des conséquences économiques de cette crise. Au regard de l'année écoulée et des actifs financiers du groupe, la continuité d'exploitation n'est pas remise en cause au moment de l'établissement des comptes annuels.

1) MAR-DIS :

L'impact de la pandémie de Covid-19 sur les états financiers de l'exercice clos au 31/03/2022 ne présente pas de caractère significatif défavorable.

2) MARLYDIS :

La société MARLYDIS n'a pas bénéficiée de mesure spécifique liée au COVID-19 au cours de l'exercice.

3) MARLY EVASION :

À la suite de la pandémie de la Covid 19, l'entreprise a dû rester fermer à plusieurs reprises, en raison de la qualification de son activité en "non essentiel" :

- du 16 mars au 9 mai 2020
- du 30 octobre au 27 novembre 2020
- du 1er février au 19 mai 2021

La conséquence de ces fermetures au niveau de l'activité se traduit par une activité encore fortement en baisse sur l'exercice clos le 31 mars 2022. Cette baisse par rapport à l'exercice N-2, très peu impacté par la crise sanitaire peut être évaluée à 58% sur la base du chiffre d'affaires.

La société a bénéficié des mesures de soutien concernant les sociétés visées à l'annexe 1 du décret n°2020-371 du 30/03/2020, modifié par décret n°2020-1048 du 14/08/2020, et par décret n°2020-1328 du 02/11/2020. Au bilan clos au 31/01/2022, les principales mesures de soutien correspondent aux éléments suivants :

- FSE pour les mois d'avril 2021 à septembre 2021 pour 73 k€,
- Allocation d'Activité partielle Covid 19 : dispositif non sollicité,
- Aides au paiement et exonérations de charges URSSAF Covid 19 : rien n'a été perçu sur l'exercice.

La société a bénéficié d'une subvention d'équilibre à hauteur de 5000€ afin de respecter les critères du régulateur IATA.

Résiliation du contrat de location gérance

Au terme d'un acte en date du 17 février 2021, enregistré à SIE METZ le 2 Mars 2021 dossier 2021 00008725, il a été convenu de résilier amiablement la gérance-libre consenti par la Société MARLYDIS à la Société MAR-DIS aux termes d'un acte en date du 26 mai 2008 et de ses avenants ultérieurs portant sur le fonds de commerce d'hypermarché alimentaire, de station-service et station de lavage, de manège à bijoux, de cafétéria, de drive, de parfumerie et produits de beauté, de parapharmacie, de chocolaterie et sandwicherie, avec cellule point service ayant pour activité le SAV, la billetterie, la personnalisation d'objets et la location de véhicules sans chauffeur, situé et exploité à Marly (Moselle), 1 La belle Fontaine, et ce à effet du 31 mars 2021 minuit.

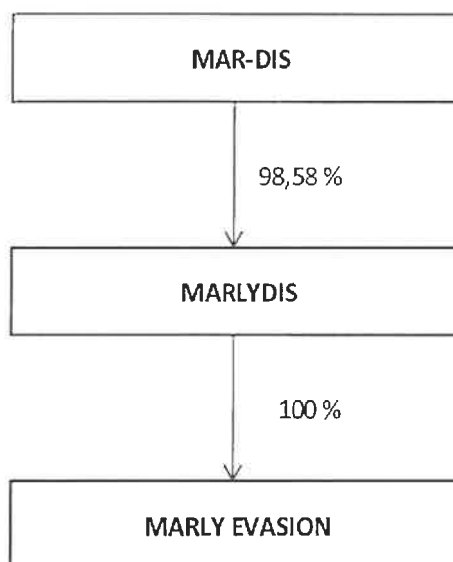
L'exploitation de l'hypermarché et de l'ensemble des concepts E. LECLERC est réalisée à compter du 01/04/2021 au sein de la SAS MARLYDIS.

À la suite de la résiliation du contrat de location gérance :

- La SAS MAR-DIS a restitué à la SAS MARLYDIS les locaux, le fonds de commerce ainsi que les agencements et installations, matériels, meubles et objets mobiliers servant à son exploitation,
- La SAS MARLYDIS a racheté à la SAS MAR-DIS l'ensemble des actifs productifs acquis par la SAS MAR-DIS pendant la période de location gérance,
- La SAS MARLYDIS a racheté à la SAS MAR-DIS le stock de marchandise au 31/03/2021, L'ensemble des rabais, remises et ristournes portant sur ces marchandises sont acquis à la SAS MARLYDIS,
- La SAS MARLYDIS s'est engagée à poursuivre tous les contrats de travail des salariés attachés au fonds de commerce avec tous les droits, obligations et avantages acquis y attaché,
- La SAS MARLYDIS reprend la suite des contrats et abonnements en cours avec tous tiers quelconques concernant l'exploitation dudit fonds de commerce,
- La SAS MARLYDIS reprend l'ensemble des droits et obligations nées ou à naître résultant des conventions et négociations commerciales, quelque en soit la nature, l'objet et la forme, souscrite avec les fournisseurs, directement ou par l'entremise des structures nationales ou internationales du groupe E LECLERC.

PERIMETRE DE CONSOLIDATION

ENTITE	SIREN	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
MAR-DIS SAS (consolidante)	503 333 965			
MARLYDIS SA	326 233 574	98,58 %	98,58 %	Intégration globale
MARLY EVASION EURL	422 846 337	100 %	98,58 %	Intégration globale

ORGANIGRAMME DU GROUPE**PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les comptes consolidés ont été établis conformément aux principes généralement admis, et dans le respect des principes suivants :

- Prudence
- Continuité de l'exploitation
- Indépendance des exercices

Les comptes consolidés ont été établis conformément aux règles françaises en vigueur et tiennent compte des incidences du Règlement ANC n°2020-01.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022, date de clôture de l'ensemble des entités consolidées.

« Changement de réglementation comptable :

Les comptes consolidés du groupe sont établis suivant les principes comptables français conformément au nouveau règlement ANC 2020-01 applicable à compter de cet exercice en remplacement du règlement CRC 99-02. Les méthodes précédemment appliquées sur option sont conformes aux méthodes prescrites par le nouveau référentiel.

En raison de contraintes techniques, le bilan et le compte de résultat consolidés n'ont pas pu être présentés comme préconisé par le nouveau règlement. Les principales modifications de présentation prévues par le règlement ANC 2020-01 sont les suivantes :

Le bilan aurait dû faire apparaître :

- L'écart d'acquisition dans la rubrique immobilisations incorporelles
- L'impôt différé actif en autres créances et l'impôt différé passif en autres dettes

Le compte de résultat aurait dû positionner les dotations aux amortissements et dépréciation des écarts d'acquisition après le résultat d'exploitation et faire apparaître le résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciation des écarts d'acquisition. ».

INTEGRATION FISCALE

MAR-DIS SAS est la société tête d'un groupe ayant opté pour l'application des dispositions relatives au régime de l'intégration fiscale. Le périmètre d'intégration fiscale est composé des sociétés suivantes :

- MARLYDIS SA
- MARLY EVASION EURL

Par conséquent, les actifs et les passifs d'impôts différés relatifs à ces trois entités sont compensés dans une unique entité fiscale.

CHANGEMENT DE METHODE

En application du règlement ANC n° 2020-01, le groupe MAR-DIS a appliqué la méthode préférentielle sur la comptabilisation des engagements retraite à partir de l'exercice ouvert au 1^{er} avril 2021.

L'impact sur les capitaux propres et sur résultat de l'exercice s'élève à :

	Impact réserves	Impact résultat	Total
Base	605 958	- 68 693	537 265
Impôt différé	-175 243	18 801	-156 442
Impôt différé (Modification du taux d'impôt)		9 392	9 392
TOTAL ENGAGEMENTS RETRAITES	430 715	- 40 499	390 216

L'impact fiscal a été réalisé au taux de 26,5% + 3,3% de contribution complémentaire soit 27,37%.

Cette méthode, en rupture avec la méthode de 2021, correspond à la méthode de référence.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

L'activité de tourisme reste encore perturbée au 1^{er} semestre 2022 compte tenu de l'apparition de tensions géopolitiques depuis le début de l'année 2022 en Ukraine.

Néanmoins, la vente de voyages reste sur de beaux volumes de transactions pour l'année 2022.

BILAN CONSOLIDE**NOTE 1 : ECARTS D'ACQUISITION**

Un écart d'acquisition correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres de la société acquise et l'évaluation des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Cet écart en valeur nette fait l'objet, chaque clôture, d'une évaluation de sa valeur recouvrable en fonction des données historiques et des perspectives futures, afin de s'assurer de l'absence de perte de valeur.

Pour l'évaluation de l'écart d'acquisition de notre groupe, la valeur d'usage a été retenue comme la valeur la plus élevée, cette dernière étant basée sur la valeur des avantages économiques futurs attendus.

Cette dernière étant par ailleurs nettement supérieure à la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition à la clôture de l'exercice clos au 31 mars 2022, aucune dépréciation n'a été comptabilisée.

L'écart d'acquisition est ventilé et amorti de manière suivante :

	Valeur brute	Amortissement à l'ouverture	Dotation	Valeur nette
MARLYDIS	12 716 699	- 4 852 332	-	7 864 367
TOTAL	12 716 699	- 4 852 332	-	7 864 367

NOTE 2 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition ou à leur juste valeur à la date d'entrée dans le groupe, augmentés des frais accessoires.

La durée de vie des immobilisations est conforme à la réglementation comptable sur les actifs, selon laquelle la durée de référence utilisée pour l'amortissement des immobilisations corporelles est plus la durée d'utilisation prévue.

	Durée	Mode
Constructions	10 à 25 ans	Linéaire
Agencements, aménagements divers	3 à 10 ans	Linéaire
Installations techniques	2 à 10 ans	Linéaire
Matériels de transport	5 ans	Linéaire
Matériels informatiques	3 à 10 ans	Linéaire
Mobiliers	5 à 10 ans	Linéaire

Les méthodes d'amortissement étant identiques dans l'ensemble des entités intégrées, aucun retraitement d'homogénéisation n'a été opéré.

Aucun retraitement n'a été opéré au titre d'opérations de crédit-bail dans la mesure où le groupe n'a pas recouru à ce type de financement.

Les données chiffrées sont présentées dans les tableaux annexes ci-après.

NOTE 3 : ECARTS D'ÉVALUATION

L'évaluation des actifs et des passifs à la juste valeur à la date de prise de contrôle des filiales intégrées se traduit par la constatation d'écarts d'évaluation, comme suit :

	Valeur brute	Amortissement à l'ouverture	Dotation	Valeur nette
Magasin 1 rue de la belle fontaine				
Terrain	2 281 535	-	-	2 281 535
Constructions	8 118 446	- 6 965 599	- 541 714	611 133
TOTAL	10 399 981	- 6 965 599	- 541 714	2 892 668

Les écarts constatés sur les constructions sont amortis sur une durée de 15 ans.

Les impôts différés se rapportant à ces écarts ont été constatés au poste provisions pour passif d'impôts différés à hauteur de 3 466 660 euros lors de la constitution du groupe.

Les écarts d'évaluation sont directement rattachés aux postes concernés dans le bilan. Les données chiffrées sont présentées dans les tableaux annexes ci-après.

NOTE 4 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les titres immobilisés (sociétés n'entrant pas dans le périmètre du fait de l'absence de contrôle) s'élèvent à 3 563 014 euros au 31 mars 2022 dont essentiellement les titres SOFILEC (1 253 376 euros) et SCAPINVEST (1 767 986 euros).

Les autres immobilisations financières (425 548 euros) couvrent majoritairement des avances de trésorerie aux sociétés SOFILEC, PROVINDIS et LUNAMA.

À la clôture de l'exercice, la valeur historique est comparée à la valeur d'inventaire. Lorsque cette dernière est inférieure à la valeur d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence. Pour les titres immobilisés, la valeur d'inventaire correspond à la valeur d'utilité pour le groupe.

Aucune dépréciation n'est constatée au 31 mars 2022.

NOTE 5 : STOCKS

Les stocks de marchandises sont évalués selon la méthode du 3 fois net correspondant :

- au prix d'achat sur facture déterminé en application de la méthode du « premier entré premier sorti » compte tenu des avantages consentis sur la facture ;
- augmenté des frais accessoires sur achat (quote-part des frais de logistique) ;
- diminué de l'ensemble des autres avantages financiers.

Il a été considéré que les ristournes conditionnées par un montant minimum d'achat présentent un caractère suffisamment aléatoire pour ne pas être intégrées dans la valorisation du stock.

Une dépréciation égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est pratiquée lorsque cette valeur brute est supérieure.

	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières, approvisionnements	42 109	-	42 109
Marchandises	8 650 716	- 214 498	8 436 218
TOTAL	8 692 825	- 214 498	8 478 327

NOTE 6 : CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les dépréciations sur créances sont déterminées en fonction du risque encouru.

	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Créances clients & comptes rattachés	1 413 657	- 15 808	1 397 849
Actifs d'impôts différés	-	-	-
Autres créances	4 725 707	-	4 725 707
TOTAL	6 139 364	- 15 808	6 123 556

L'intégralité de ces échéances sont à moins d'un an.

NOTE 7 : VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement correspondent majoritairement à des comptes à terme. Elles sont inscrites pour leur valeur brute d'acquisition selon la méthode du « premier entré premier sorti » et ont fait l'objet d'une évaluation à la clôture de l'exercice. Si leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition, une dépréciation est comptabilisée.

	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
VMP	10 937 105	- 119 558	10 817 547
TOTAL	10 937 105	- 119 558	10 817 547

NOTE 8 : COMPTES DE REGULARISATION

Ces comptes sont constitués de charges et produits constatés d'avance.

NOTE 9 : CAPITAUX PROPRES

Le capital social de la société consolidante, d'un montant de 1 498 800 euros, est composé de 14 988 actions d'une valeur nominale de 100 euros.

Le tableau de variation des capitaux propres consolidés est présenté dans les tableaux annexes ci-après.

NOTE 10 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Clôture
Provisions pour litiges	56 500	15 843	- 46 500	25 843
Provisions pour engagements retraites	-	537 265		537 265
Provisions pour chèques fidélité	463 942	356 698	- 463 942	356 698
Autres provisions	510 280	25 989	- 20 293	515 976
Provisions pour risques & charges	1 030 722	935 795	- 530 735	1 435 782
Provisions pour passif d'impôts différés	1 267 436		- 497 945	769 491
TOTAL	2 298 158	935 795	- 1 028 680	2 205 273

NOTE 11 : EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Les échéances sont les suivantes :

	TOTAL	- 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Emprunts & dettes étab. de crédit	15 725 156	3 771 096	7 533 586	4 420 474
Emprunts en crédit-bail	-	-	-	-
Concours bancaires courants	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	110 326	110 326	-	-
TOTAL	15 835 482	3 881 422	7 533 586	4 420 474

Les emprunts et dettes financières diverses contiennent essentiellement des comptes courants auprès de personnes physiques ainsi que des dépôts reçus.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE**NOTE 12 : CHIFFRE D'AFFAIRES**

L'ensemble du chiffre d'affaires est réalisé en France.

NOTE 13 : IMPÔT SUR LE RESULTAT

Le taux pour l'évaluation des impôts différés est de 27,37 % (impôt sur les sociétés de 26,5 % + contribution sociale sur l'impôt sur les sociétés de 3,3 %). Ce taux a été modifié cette année afin de tenir compte de la baisse du taux d'impôt sur les sociétés qui est passé de 28% à 26,5%.

AUTRES INFORMATIONS**NOTE 14 : ENGAGEMENTS RELATIFS AUX AVANTAGES A LONG TERME ACCORDES AUX SALARIES**

L'engagement groupe s'élève à 737 560 euros.

Cet engagement est partiellement couvert à hauteur de 200 295 € dans le cadre d'une assurance souscrite auprès de Allianz Vie (valorisation au 31/12/2021)

Les engagements d'indemnités de départ à la retraite du groupe, non couvert dans le cadre d'une assurance, s'élèvent donc à 537 265 euros en brut.

Ce montant est constaté dans les provisions pour charges au 31 mars 2022.

Les impacts de ce changement de méthode est détaillé dans le paragraphe prévu à cet effet ci-dessus.

L'évaluation est basée sur la rémunération de chaque personne à la clôture de l'exercice augmenté d'un pourcentage de charges sociales de 30 % pour les employés et agents de maîtrise et de 49% pour les cadres, de son âge, de son ancienneté actuelle et de ses droits à indemnité en fonction de la convention collective en vigueur.

Elle est corrigée de l'espérance d'atteindre 62 ans par application de coefficients issus de tables statistiques.

Le coefficient d'actualisation retenu est de 1,77 %.

NOTE 15 : HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires afférents au contrôle légal des comptes clos le 31 mars 2022 et figurant au compte de résultat s'élèvent à 12 966 euros hors taxes et concernent les sociétés faisant l'objet d'un audit légal, à savoir MAR-DIS (5 000 euros) et MARLYDIS (7 966 euros).

NOTE 16 : INFORMATIONS SOCIALES

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
MAR-DIS	-	-
MARLYDIS	422	-
MARLY EVASION	4	-
TOTAL	426	-

TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES & INCORPORELLES

Rubriques	Clôture	Correction à nouveaux	Acquisitions	Cession	Transfert de compte à compte	Clôture
Ecart d'acquisition	7 864 367	-	-	-	-	7 864 367
ECARTS D'ACQUISITION	7 864 367	-	-	-	-	7 864 367
Concessions, brevets et droits similaires	39 931	-	- 25 454	-	-	14 477
Fonds commercial	264 836	-	-	-	-	264 836
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	39 841	-	103 211	- 39 841	-	103 211
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	344 608	-	77 757	- 39 841	-	382 524
Terrains	7 050 631	-	- 207 561	-	-	6 843 070
Constructions	11 328 971	-	- 988 629	-	-	10 340 342
Installations techniques, matériel, outillage	1 255 405	-	215 494	- 1 457	-	1 469 442
Autres immobilisations corporelles	1 188 925	-	130 283	-	2 560	1 321 768
Immobilisations en cours	81 048	-	136 915	- 22 000	-	195 963
Avances et acomptes	46 043	-	1 816 653	- 43 483	- 2 560	1 816 653
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	20 951 023	-	1 103 155	- 66 940	-	21 987 238
Autres titres immobilisés	3 544 895	-	20 976	-	-	3 565 871
Autres immobilisations financières	425 587	-	11 628	- 11 667	-	425 548
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3 970 482	-	32 604	- 11 667	-	3 991 419
TOTAL GENERAL	33 130 480	-	1 213 516	- 118 448	-	34 225 548

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

En EUR	31/03/2022	31/03/2021
Résultat net consolidé	4 016 384	3 935 511
Amortissements et provisions	1 968 305	1 919 646
Variation des impôts différés	-168 671	-140 808
Plus-values de cession, nettes d'impôt	553	-3 431
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	5 816 571	5 710 918
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-2 379 186	286 968
Dont Intra-groupe :	1 042	19 289
Flux net de trésorerie généré par l'activité	3 438 427	6 017 175
Acquisition d'immobilisations	-2 987 617	-6 678 836
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	116 991	19 988
Incidence des variations de périmètres	907	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-2 869 719	-6 658 848
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-5 005 992	-854 316
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire		-84 056
Emissions d'emprunts	2 684 315	4 655 136
Remboursements d'emprunts	-3 679 343	-3 364 563
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-6 001 020	352 201
Variations de trésorerie	-5 432 312	-289 472
Trésorerie d'ouverture	30 316 142	30 605 614
Trésorerie de clôture	24 883 830	30 316 142

NB : La trésorerie se comprend nette de dépréciations sur valeurs mobilières de placement.

TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

En EUR	Capital	Réserves	Résultats	Total part groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres N-2	1 501 600	34 222 548	3 540 369	38 804 665	459 852
Correction des A nouveaux		-1		-1	
Affectation en réserves		3 540 369	-3 540 369		
Distributions de dividendes		-854 316		-854 316	
Variation de capital	-2 800	-81 256		-84 056	
Résultat N-1			3 935 511	3 929 826	5 685
Changement d'intérêts					
Variation de périmètre					
Autres variations		10 672		10 342	330
Capitaux propres N-1	1 498 800	36 838 016	3 935 511	41 806 460	465 867
Correction des A nouveaux		-430 715		-424 600	-6 116
Affectation en réserves		3 935 511	-3 935 511		
Distributions de dividendes		-5 005 992		-5 005 992	
Variation de capital					
Résultat N			4 016 384	3 961 942	54 442
Changement d'intérêts					
Variation de périmètre					
Autres variations		8 480		8 313	167
Capitaux propres N	1 498 800	35 345 300	4 016 384	40 346 123	514 360

TABEAU DE PASSAGE DES RESULTATS INDIVIDUELS AU RESULTAT CONSOLIDE

	MAR-DIS	MARLYDIS	MARLY EVASION	TOTAL
Résultat individuel	575 932	3 845 899	2 802	4 424 633
Provisions réglementées	- 247 644	56 050	-	- 191 594
Provisions engagements retraites		40 500		40 500
Cession interne d'immobilisations	2 857	-	-	2 857
Dotations aux amortissements des Ecart d'évaluation	-	- 393 447	-	- 393 447
Impôts différés sur décalages temporaires	- 148 687	282 122	-	133 435
Résultat d'ensemble consolidé	182 458	3 831 124	2 802	4 016 384
Résultat groupe	182 458	3 776 722	2 762	3 961 942
Résultat intérêts minoritaires		54 402	40	54 442

Les éliminations et retraitements intègrent l'impact de la fiscalité différée.

PREUVE D'IMPÔT

PREUVE DE L'IMPOT	TOTAL
Résultat consolidé après impôt	4 016 384
Résultat net consolidé après impôt des sociétés intégrées	4 016 384
Impôt réel	1 363 923
Impôt différé changement de taux au résultat (CRC-99-02)	24 988
Résultat reconstitué avant impôt des sociétés intégrées	5 405 295
IMPOT THEORIQUE GROUPE	1 478 647
ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE GROUPE ET IMPOT REEL	-115 506
JUSTIFICATION DE L'ECART	
Ecart sur base imposées à taux différenciés	45 069
Produits (minoration) d'impôts des autres éléments que l'impôts société	-366 565
Charges (Majoration) d'impôts des autres éléments que l'impôts société	55 125
Justification de l'écart lié au calcul de l'impôt	-266 371
Ecart permanents (Résultat non imposé hors dividendes internes)	150 865
Justification de l'écart lié aux bases fiscales	150 865
JUSTIFICATION GLOBALE DE L'ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE ET IMPOT REEL	-115 506

ENGAGEMENTS HORS-BILAN

	MAR-DIS	MARLYDIS	MARLY EVASION	TOTAL
Engagements donnés				
Avals, cautions et garanties	9 425 220	1 430 640	-	10 855 860
Engagements de crédit-bail	-	-	-	-
Dettes garanties par des surétés réelles	2 177 265	12 238 336	-	14 415 601
Autres engagements	-	-	-	-
TOTAL	11 602 485	13 668 976	-	25 271 461
Engagements reçus				
Avals, cautions et garanties	1 500 000	-	-	1 500 000
Engagements de crédit-bail	-	-	-	-
Dettes garanties par des surétés réelles	-	-	-	-
Autres engagements	-	-	-	-
TOTAL	1 500 000	-	-	1 500 000

MAR-DIS

Société par Actions Simplifiée au capital de 1.498.800 Euros
Siège Social : 1, La Belle Fontaine

57155 - MARLY

503 333 965 R.C.S. METZ

RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE

PRESENTE A L'ASSEMBLEE DES ASSOCIES DU 29 SEPTEMBRE 2022

Chers Associés,

Vous êtes réunis en Assemblée conformément aux dispositions légales et statutaires à l'effet de vous présenter les comptes consolidés de l'exercice clos le **31 Mars 2022**.

Nous vous rappelons que nous sommes tenus d'établir des comptes consolidés en application des articles L. 233-16 et suivants du Code de commerce.

I – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

- La Société mère

- La Société **MAR-DIS**, Société par Actions Simplifiée au capital de 1.498.800 Euros dont le siège social est à MARLY (Moselle) – 1 La Belle Fontaine, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de METZ sous le numéro 503 333 965.

Activité : Holding détenant les titres de la Société MARLY DISTRIBUTION.

- Les Sociétés filiales et/ou sous filiales

- La Société **MARLY DISTRIBUTION - MARLYDIS**, Société par actions simplifiée au capital de 874.000 Euros dont le siège social est à MARLY (Moselle) - 1, La Belle Fontaine, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de METZ sous le numéro 326 233 574.

Activités

A MARLY (Moselle), 1 La Belle Fontaine :

- l'exploitation d'un fonds de commerce d'hypermarché à l'enseigne **E LECLERC**,
- l'exploitation d'un commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté sous l'enseigne **UNE HEURE POUR SOI**,
- l'exploitation d'une bijouterie à l'enseigne **LE MANEGE A BIJOUX**,
- l'exploitation d'une parapharmacie,
- l'exploitation d'une chocolaterie et d'une sandwicherie,
- l'exploitation d'une station-service,
- l'exploitation d'une cellule "Point service", avec pour activités le SAV, la billetterie, la personnalisation d'objets et la location de véhicules automobiles sans chauffeur.

A MARLY (Moselle), 165 Rue du Fossé ZAC LA BELLE FONTAINE,
l'exploitation d'un drive à l'enseigne **E. LECLERC DRIVE**.

A MARLY (Moselle), 419 La Belle Fontaine, l'exploitation d'un centre auto à
l'enseigne **L'AUTO E. LECLERC**, depuis le 3 janvier 2022.

Détention : 98,58 % par la Société **MAR-DIS**.

- La Société **MARLY EVASION**, Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle au capital de 55.040 Euros dont le siège social est à MARLY (Moselle) - 1, la Belle Fontaine, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de METZ sous le numéro 422 846 337.

Activité : Agence de voyages.

Détention : 100 % par la Société **MARLY DISTRIBUTION - MARLYDIS**.

II – CRISE SANITAIRE / GUERRE UKRAINE

La crise sanitaire liée à la COVID-19 et la prorogation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2021-160 du 15 février 2021 constituent un événement majeur.

L'entreprise a estimé à la date d'arrêté de ses comptes que cette situation relève d'un fait caractéristique de l'exercice en lien avec une situation existant au 31/01/2022.

Le Groupe constate que cette crise n'a pas d'impact significatif sur ses comptes en raison de son activité.

L'accroissement des tensions politiques a entraîné, en date du 24 février 2022, le début d'une guerre en Europe entre l'Ukraine et la Russie.

Ce climat géopolitique a pour conséquence d'entraîner une hausse des coûts de l'électricité et du gaz, ainsi que plus généralement, une inflation des prix, et des problématiques d'approvisionnement de certains produits.

Ces éléments peuvent impacter la situation de notre groupe sans qu'il ne soit possible à ce stade de le mesurer précisément.

III – RAPPORT DE GESTION DU GROUPE SUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2022

Les présents comptes consolidés sont établis conformément aux dispositions des articles L. 233-16 et suivants et R. 233-3 et suivants du Code de commerce.

Changement de réglementation comptable : Les comptes consolidés du groupe sont établis suivant les principes comptables français conformément au nouveau règlement ANC 2020-01.

Les comptes sont consolidés dans le respect des principes comptables de :

- Prudence
- Coûts historiques
- Continuité d'exploitation

- Indépendance des exercices
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre

en application des méthodes d'évaluation du Code de commerce ainsi que celles prévues par la loi sur les Sociétés Commerciales.

Au cours de cet exercice consolidé qui s'est déroulé sur une période de douze mois, nous avons réalisé un chiffre d'affaires net de 123.224.049 Euros contre 119.647.489 Euros pour l'exercice précédent.

Globalement, l'ensemble des charges d'exploitation du groupe s'est élevé à 119.552.254 Euros contre 115.408.532 Euros pour l'exercice précédent.

Par suite, le résultat d'exploitation du groupe se solde par un bénéfice de 5.308.960 Euros pour un même bénéfice de 5.379.922 Euros pour l'exercice précédent.

En ce qui concerne le résultat financier du groupe, l'ensemble des produits s'est élevé à 232.276 Euros et l'ensemble des charges à 212.721 Euros, de sorte que, balance faite, ce résultat se solde par un bénéfice de 19.555 Euros contre un même bénéfice lors de l'exercice précédent de 110.535 Euros.

Par suite, le résultat courant avant impôts du groupe fait ressortir un bénéfice de 5.328.515 Euros contre 5.490.457Euros pour l'exercice précédent.

Enfin, le résultat exceptionnel du groupe se traduit par un bénéfice de 76.780 Euros constitué :

- de produits exceptionnels pour 109.976 Euros,
- de charges exceptionnelles pour 33.196 Euros.

Le même résultat exceptionnel faisait ressortir une perte de 222.319 Euros sur l'exercice précédent.

Après dotation d'une somme de 1.388.911 Euros au titre des impôts dus sur les bénéfices, le résultat comptable net du groupe se traduit par un bénéfice de 3.961.942 Euros.

Nous allons maintenant vous présenter plus en détail les comptes consolidés de l'exercice puis il vous sera donné lecture du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés.

LE PRESIDENT DE LA SOCIETE

CERTIFIE CONFORME

PKF ARSILON
Immeuble Le Verdiane
12/14/16 rue du Rhône
67100 STRASBOURG
REPRESENTE PAR :
Pierre-Nicolas GUG

VDB ET ASSOCIES
15 avenue Paul Claudel

80480 DURY
REPRESENTE PAR :
François GARNIER

MARDIS

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
AU CAPITAL DE 1 498 800 €

Siège social : 1 La Belle Fontaine
57155 MARLY

SIRET : 503 333 965 00013
APE : 6420Z

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES **SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2022

AUX ASSOCIES DE LA SOCIETE MARDIS,

I/ OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale du 12/09/2019, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Société MARDIS, relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II/ FONDEMENT DE L'OPINION

2.1 – REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés du présent rapport » du présent rapport.

2.2 - INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er avril 2021 à la date d'émission de notre rapport.

III/ JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R. 823-7 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

La rubrique «Ecart d'acquisition» de la page 7 de l'annexe aux comptes consolidés décrit les modalités de détermination et de traitement des écarts d'acquisition.

La rubrique «Ecart d'évaluation» de la page 8 de l'annexe aux comptes consolidés décrit les modalités de détermination et de traitement des écarts d'évaluation.

La rubrique « Valeurs mobilières de placement » de la page 9 de l'annexe aux comptes consolidés qui décrit les modalités de comptabilisation et de dépréciation des valeurs mobilières de placement.

Nous avons procédé, sur ces bases, à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

IV/ VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

V/ RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

VI/ RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDÉS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à STRASBOURG et DURY, le 15 septembre 2022

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

PKF ARSILON
Immeuble Le Verdiane
12/14/16 rue du Rhône
67100 STRASBOURG
REPRESENTE PAR :
Pierre-Nicolas GUG

VDB ET ASSOCIES
15 avenue Paul Claudel
80480 DURY
REPRESENTE PAR :

François GARNIER | Vincent LE PAGE



DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES RESPONSABILITÉS

DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✚ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✚ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✚ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ✚ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ✚ Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ✚ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.